

## Copenhague : "Des mesures véritablement alternatives sont nécessaires"

A un mois de l'ouverture du sommet de Copenhague, **les négociations sont dans l'impasse**. Au point que **les pays africains ont quitté la table des négociations**, ce mardi 3 novembre, à Barcelone, lors de la dernière rencontre intermédiaire. **Les propositions de l'Union Européenne, des Etats-Unis, et plus largement des pays de l'Annexe 1** de la Convention-Cadre, tant en termes d'objectifs de réduction que de financements de l'adaptation au changement climatique, **ne sont pas à la hauteur des enjeux**. Elles suscitent le mécontentement et l'opposition des pays du Sud. Par l'absence de propositions chiffrées suffisantes, **l'Union européenne, loin de sa posture usurpée de locomotive des négociations, ne facilite pas l'obtention d'un véritable accord à Copenhague**. Cet accord devrait d'ailleurs se limiter à une **déclaration politique sans véritable caractère contraignant**, bien éloignée de ce que l'on attend d'un sommet présenté par certains comme le plus grand rendez-vous de l'humanité.

**Le collectif Urgence Climatique Justice Sociale entend ici réaffirmer qu'un véritable accord à Copenhague doit être contraignant et doit :**

- **reconnaître les responsabilités des pays historiquement fortement émetteurs de GES** par des engagements de réduction à la hauteur des recommandations du GIEC ;
- **Assurer le transfert de technologies « vertes » et de financements conséquents** vers les pays du Sud ;
- **Exiger des engagements de réduction domestique, sans recours aux mécanismes de flexibilité/compensation ;**
- **créer un fond mondial pour le climat sous l'égide de l'ONU**, sans ingérence de la Banque Mondiale ou du Fond Monétaire International.

En l'état, le collectif Urgence Climatique Justice Sociale considère que **les mesures mises en œuvre et prévues par les différents États face au changement climatique sont tout à fait insuffisantes**. Considérant que le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces, **le collectif appelle à une action urgente et radicale**. **Des mesures véritablement alternatives** sont nécessaires. **Le nucléaire et les agrocarburants ne peuvent en aucun cas être la solution**. Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que **les moyens financiers existent**. Les mesures à prendre doivent être débattues démocratiquement et faire l'objet de politiques publiques audacieuses. **Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud**.

### **Signataires de l'appel Urgence Climatique Justice Sociale**

4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable), Acme France (Association pour le Contrat Mondial de l'Eau), Action Consommation, A.C.! Agir ensemble contre le chômage, AE2D (Agir pour un Environnement et un Développement Durables), Aitec – IPAM (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs – Initiatives Pour un Autre Monde), Amis de la Terre, Attac France, Avenir Climat, Bizi !, CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), Centre national d'information indépendante sur les déchets (Cniid), Collectif "Areva ne fera pas la loi au Niger", Collectif Tchinquagen, Confédération Paysanne, Ecorev', Europe solidaire sans frontières (ESSF), Fac Verte, France Libertés Fondation Danielle Mitterrand, Fondation Copernic, Fondation Sciences Citoyennes, France Amérique Latine, France Tibet, FSU (Fédération Syndicale unitaire), IDD (Immigration Développement Démocratie), LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Mémoire des Lutttes, Mouvement de la Paix, MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), Réseau Féministe « Ruptures », Réseau Sortir du Nucléaire, RITIMO (Réseau d'Information et de documentation pour le développement durable et la solidarité Internationale), Union des Familles Laiques (UFAL), Union Syndicale Solidaires, Vélorution Paris Île-de-France, Zone d'Ecologie Populaire (ZEP)

### **Soutenu par :**

Alter Ekolo, Alternative Libertaire, Bretagne Ecologie, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Gauche Citoyenne, Gauche Unitaire, Jeunes Verts, Les Alternatifs, Les Verts, Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) Parti de Gauche, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), Union Démocratique Bretonne, Utopia